

**DECISION DU PRESIDENT n° 2023-449**

**Objet : Environnement-Agriculture-Attribution d'une aide à l'installation agricole à M. Antoine SUIFFON, 91 Chemin des Bleuets, 26260 Saint-Donat-sur-l'Herbasse.**

Le Président de la Communauté d'Agglomération ARCHE Agglo

Vu l'arrêté inter préfectoral n° n°07-2021-10-28-00006 en date du 28 octobre 2021 entérinant les statuts de la Communauté d'Agglomération ARCHE Agglo,

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°2022-599 du 12 octobre 2022 portant délégation du Conseil d'Agglomération au Président ;

Vu la délibération n° 2019-278 du 15 juillet 2019 approuvant le règlement d'aides à l'installation agricole par ARCHE Agglo ;

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire réuni le 15 juin 2023 ;

Considérant la sollicitation d'une aide à l'installation agricole par M. Antoine SUIFFON, installé sur la commune de Saint-Donat-sur-l'Herbasse, pour une production végétale avec grandes cultures et production légumière, dont une partie est en agriculture biologique.

Considérant l'ensemble des pièces nécessaires et conformes à l'attribution de l'aide à l'installation agricole de M. Antoine SUIFFON.

Considérant que M. Antoine SUIFFON peut prétendre à une aide d'un montant de 2 500 €, ce qui inclut le bonus de 500 € concernant l'agriculture biologique.

Considérant que les crédits sont inscrits au BP 2023.

**DECIDE**

Article 1 – D'approuver le versement de l'aide d'ARCHE Agglo pour l'installation agricole à Antoine SUIFFON, sous le numéro SIRET : 91053184700010 ; et demeurant au 91 Chemin des Bleuets, 26260 Saint-Donat-sur-l'Herbasse, pour un montant de 2 500 €.

Article 2 – La présente aide sera imputée au budget de la direction environnement sur le service 3220.

Article 3 - Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision qui sera transmise au représentant de l'Etat dans le Département, au comptable public et publiée sur le site internet d'ARCHE Agglo.

Article 4 - La présente décision pourra faire l'objet dans les deux mois de sa publication :

- D'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président,
- D'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lyon.